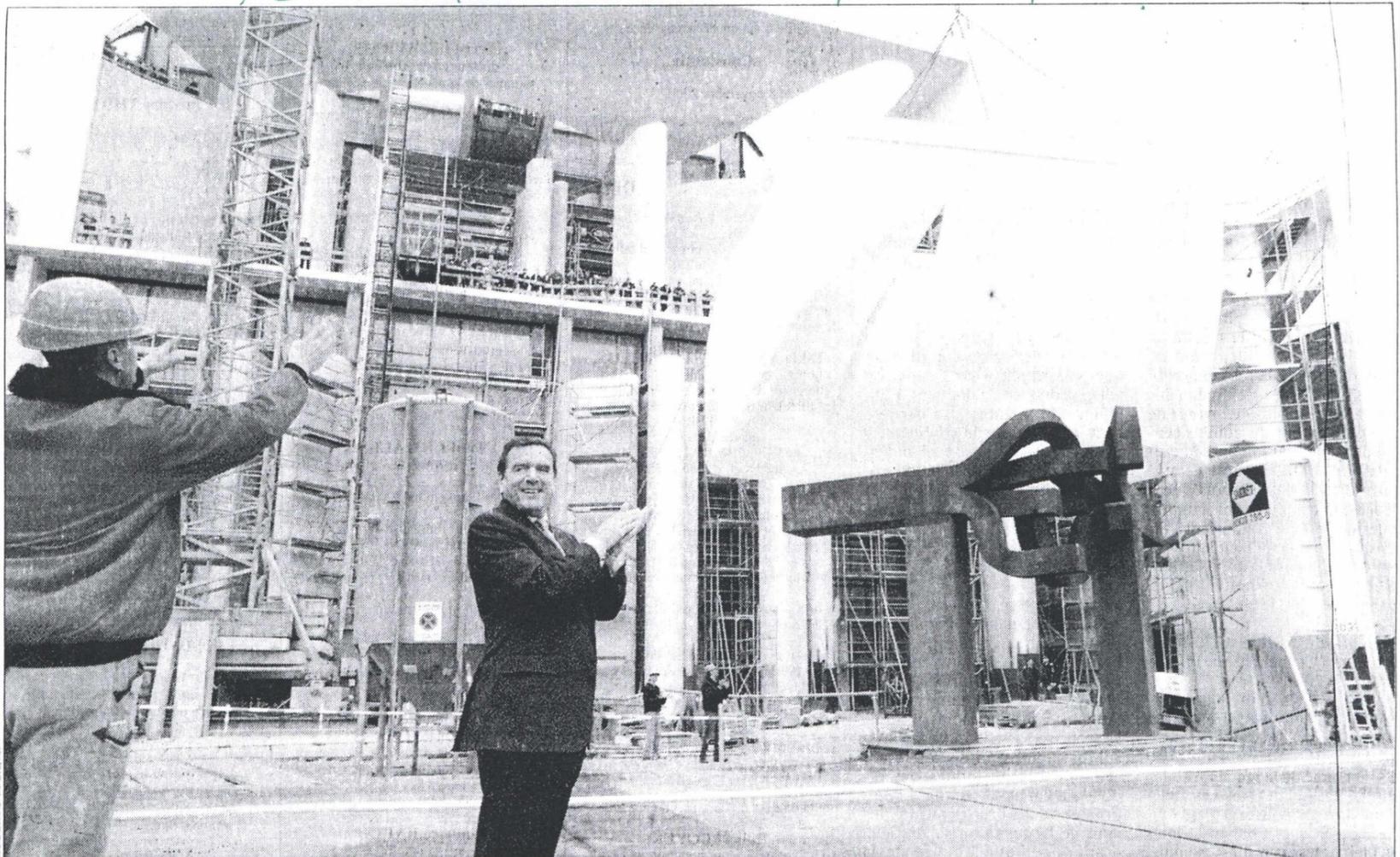


PAS peu fier et un brin amusé, Gerhard Schröder ne revient pas du titre ronflant - « World Statesman », « homme d'Etat mondial » - que lui décerne, ce 7 septembre à New York, l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, au nom de la fondation américaine Appeal of Conscience, engagée en faveur du dialogue entre les religions. Il se rappelle, sourire en coin, les débuts de son mandat, quand la presse le traitait de « Spasskanzler », de « chancelier dilettante » incapable de diriger l'Allemagne. Cette époque où il courait les talk-shows télévisés, dans lesquels il jurait ne pas se teindre les cheveux et expliquait qu'il roulait en Audi, la marque aux quatre anneaux, parce qu'il s'était marié quatre fois. Ce terrible automne 1999 où l'on disait ses jours comptés tant il accumulait maladresses et revers électoraux.

Un an plus tard, à mi-mandat, Gerhard Schröder s'est imposé parmi les grands de ce monde : il n'est pas mécontent de voir que ses rivaux Lionel Jospin et Tony Blair rencontrent à leur tour des difficultés. Il est surtout fier d'avoir réussi là où avait échoué Helmut Kohl : réformer enfin une Allemagne vieillissante et paralysée : les dépenses budgétaires ont été maîtrisées en 1999, la réforme fiscale, serpent de mer, a été enfin adoptée au début de l'été 2000 ; la prochaine étape est l'introduction de fonds de pension. Même s'il lui arrive d'être brutal quand il est mal luné, ses débuts difficiles font que le chancelier est resté sympathique, facile d'accès pour ses collaborateurs, qu'il invite sans cérémonie à sa table. « Il estime qu'il n'est pas un world statesman, tempère un de ses conseillers, mais il est convaincu qu'il est le meilleur en Allemagne pour être chancelier. » Nul n'oserait plus le caricaturer fofionnant avec une poupée gonflable, comme l'avait fait RTL 2 il y a un an. Il est désormais respecté. On le traitait d'opportuniste sans convictions ? On vante aujourd'hui son pragmatisme. Il était creux et inexpérimenté ? On loue sa capacité d'écoute et d'apprentissage. « Schröder sait écouter, ce qui le distingue de son prédécesseur. Il comprend vite les choses, ce qui en fait un interlocuteur très convaincant », reconnaît Wolfgang Schäuble, ancien leader de l'opposition chrétienne-démocrate (CDU), qui concède qu'« il s'est amélioré depuis deux ans ». Mais, estime M. Schäuble, « la glace est fragile ». Son avance dans les sondages reste modeste, tandis que la confiance des ménages est moyenne. « Schröder est un chancelier bon par beau temps », note Gunter Hofmann, journaliste à Die Zeit.

Gerhard Schröder, cinquante-sept ans, a saisi la chance que lui offrait la démission de son rival social-démocrate Oskar Lafontaine, en février 1999, pour redresser la barre, le remplacer à la tête du SPD et se réconcilier avec ses « camarades », réorganiser la chancellerie et se séparer de son encombrant bras droit, le très libéral BoDo Hombach. « Il prend son boulot au sérieux. Il a compris qu'on ne doit pas être en campagne permanente mais que l'on doit gagner des élections pour mener une politique durable », explique Franz Müntefering, secrétaire général du SPD. M. Schröder s'aperçoit que, à trop diriger avec les sondages et l'air du temps, on s'attire le mépris de la population. « Ne pas flancher » : c'est son obsession pendant la guerre du Kosovo. Devenu « chancelier de la guerre », il vit dans la hantise de devoir annoncer à une famille qu'un soldat allemand est mort au combat pour la première fois depuis 1945. Mais il sait que, si l'Allemagne se dérobe, elle ne pourra plus revendiquer les responsabilités internationales auxquelles elle aspire. Surtout, il pourra plier bagages au gouvernement avec ses alliés Verts. Sa génération, celle de 1968, sera alors définitivement disqualifiée.

Le même instinct de survie le fait tenir, contre vents et marées, pour faire adopter, en dépit des hurlements de la gauche du SPD, le plan d'austérité de son ministre des finances, Hans Eichel, annoncé au printemps 1999. Le 12 novembre suivant, lorsque ce plan est adopté par le Bundestag, Gerhard Schröder rentre à pied du Reichstag à la chancellerie. Le climat a changé : pour la première fois depuis longtemps, la population l'a applaudi sur son passage. Il a eu raison de tenir, pense-t-il, la reconquête commence, bientôt accélérée par le scandale des caisses noi-



ROBERTO DEILIA/AGF

M. Schröder applaudit tandis qu'est dévoilée, le 25 octobre à Berlin, la statue d'Eduardo Chillida installée devant le nouveau bâtiment de la Chancellerie.

Gerhard Schröder, l'homme d'Etat inattendu

On le disait opportuniste, et creux, le voici respecté et considéré, capable d'engager son pays sur la voie des réformes. Chancelier d'Allemagne depuis deux ans, M. Schröder peut se vanter d'avoir surpris son monde

res de Helmut Kohl. Depuis, le chancelier fait de la fermeté un axe de sa politique. Pour emmener ses compatriotes sur la voie difficile des réformes, il a dû changer ses habitudes. Il n'est plus le « chancelier en cachemire » qui posait dans Gala en costume Brioni et s'interdit désormais de fumer le cigare en public. Cet été, il n'a pas passé ses vacances à Capri avec la gauche caviar, comme en 1999, mais à Majorque, avec les « prolos » allemands ; sa femme, Doris, et la fille de cette dernière ont pris un vol charter, et le chancelier l'a fait savoir. Schröder, qui n'a pas connu son père mort à la guerre, « joue », selon un député, avec ses origines modestes, sa mère femme de ménage. Chacun fait mine d'oublier qu'il eut son diplôme d'avocat en suivant les cours du soir, qu'il est amateur d'art contemporain, « comme beaucoup de ceux qui ont connu une forte ascension sociale », note une députée SPD. Il a beau ne pas aimer la musique et ne pas être un rat de bibliothèque, il invite des artistes et a récité au cours d'un récent dîner des poèmes de Rilke, Brecht et Heine.

MAIS Schröder veut montrer aux Allemands qu'il est l'un des leurs. Il veut garder le contact direct avec la population, comme l'a montré cet été son voyage dans l'ex-RDA. Sans cesse, il téléphone à son épouse, journaliste de profession, qui le conseille dans sa communication. Cet homme, qui a fait carrière avec la presse contre son

parti, bichonne les grands médias, invitant les journalistes à dîner et les alimentant en informations. Mais pour ses coups de génie politique, ces paris fous pris en une seconde, il est seul. A l'automne 1999, il vole au secours de l'entreprise de travaux publics en faillite Holzmann, pour que ses « camarades » (aient) quelque chose sous leur arbre de Noël, débloquant 250 millions de marks de crédits publics pour forcer les banquiers à sauver l'entreprise. En une nuit, le camarade des patrons est devenu le camarade des camarades. Le joueur a gagné son pari, peu importe si la presse libérale hurle au socialisme. S'il joue, c'est pour gagner. L'homme est coriace. Lorsque son premier candidat à la présidence du Fonds monétaire international (FMI) est retoqué par les Américains, il ne se décourage pas et en présente un second. Froidement, il estime qu'il n'avait rien à perdre. In fine, l'Allemagne a raflé la présidence du FMI.

La méthode Schröder est un curieux mélange de coups et de pragmatisme. S'il parvient à faire avancer l'Allemagne, c'est paradoxalement grâce à son absence de programme. L'homme déteste les débats idéologiques. Chaque fois qu'il s'aventure sur ce terrain, il y prend des coups : le manifeste publié avec Tony Blair sur la modernisation de la social-démocratie a exaspéré la gauche du SPD et l'a mis en froid avec Lionel Jospin. Il a perdu les élections de Hesse en février 1999 - début d'une longue série noire - parce qu'il n'a pas su répondre à la croisade de la CDU

contre son projet d'octroyer la double nationalité aux étrangers. Gerhard Schröder, qui ne répète pas la même erreur, décide alors de n'aborder les sujets que de manière concrète. Un an plus tard, lorsqu'il propose d'accorder vingt mille visas à des informaticiens étrangers pour pallier la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur, il fait mine de répondre à une demande du patronat. Il a en fait lancé un vaste débat sur l'immigration et la formation. Prise au piège, coupée des milieux économiques, la CDU se déchire. Aujourd'hui, peu d'entreprises ont eu recours à ces cartes « vertes », un peu gadget, mais le débat a fait évoluer les esprits : le chancelier a annoncé d'ici à 2002 une loi régulant l'immigration, ce qui eût été impensable au début de son mandat.

Sur ces sujets difficiles, le chancelier ne se met pas en première ligne. Il prend un malin plaisir à nommer à la tête de commissions prestigieuses des personnalités de l'opposition, souvent des adversaires de M. Kohl, pour contourner le Parlement et faire taire la contestation. Rita Süssmuth (CDU) préside la commission sur l'immigration, l'ancien président de la République Richard von Weizsäcker (CDU) a dirigé celle sur la Bundeswehr, et le libéral Otto Lambsdorff a été chargé de régler le dossier de l'indemnisation des travailleurs forcés sous le III^e Reich. « Schröder ne veut pas diriger, il veut arbitrer », accuse M. Schäuble.

Le chancelier est spécialiste des marchandages : pour faire passer sa réforme fiscale, alors qu'il ne dispose plus de majorité au Bundestag, la chambre représentative des Länder, il « achète » les voix des régions pauvres codirigées par la CDU, en leur promettant le soutien financier de l'Etat fédéral. Dans son propre camp, il s'appuie sur l'aile libérale des Verts pour forcer la main à la gauche du SPD afin qu'elle accepte coupes budgétaires et réforme des retraites. Pour amadouer les syndicats, il torpille un projet de modification des horaires des magasins, présenté par les Länder. Schröder a aussi appris à ne plus dire de mal en public de ses ministres, comme celui de l'environnement Jürgen Trittin (Vert) dont il avait fait sa tête de Turc.

Il est parfois difficile de distinguer

tactique et convictions. Cet été, le chancelier s'est prononcé pour l'interdiction du parti néonazi NPD, certes par dégoût de l'extrême droite, mais aussi pour ne pas être doublé par les conservateurs bavarois qui avaient demandé en premier sa mise hors-la-loi. Pendant la crise de la CDU, garant de la démocratie, il a ménagé Helmut Kohl, auquel s'identifie encore une grande part de l'électorat centriste. Au-dessus des passions, il a serré la main de M. Schäuble.

« Schröder sait écouter, ce qui le distingue de son prédécesseur. Il comprend vite les choses, ce qui en fait un interlocuteur très convaincant »

Wolfgang Schäuble, ancien leader de la CDU

ble au Bundestag lorsque celui-ci a jeté l'éponge en février 2000. Mais, à cet instant, Schröder ne pense même pas à glisser à cet homme brisé une phrase de réconfort. L'essentiel est atteint : sa photo serrant la main de Schäuble s'éteint le lendemain dans la presse.

« Insensible », selon M. Schäuble, Schröder reste un solitaire qui ne parle jamais de ses amis, mais seulement de sa femme et de sa mère. En société, il est un hôte bon vivant, sympathique, drôle. Mais lorsqu'il prend congé de ses visiteurs, son visage tantôt si affable se ferme. L'homme jovial est aussi un acteur froid, qui est déjà ailleurs.

C'est en politique étrangère qu'il a le plus appris. Il rit de ses déclarations à l'emporte-pièce lorsque, en 1998, il qualifiait l'euro d'enfant chéti et prématuré et dénonçait l'argent allemand flambé à Bruxelles. « Il y a des choses qu'on peut dire en campagne électorale mais pas quand on est chancelier », dit-il. Un conseiller tente d'excuser l'ancien provincialisme de cet homme qui baragouine l'anglais et s'agace de ne pas

comprendre les blagues que se font Blair et Clinton dans les sommets. « Comme pour tous les ministres-présidents, l'Europe était pour lui synonyme d'empiètement sur son royaume. » Quelques mois suffisent à lui faire virer sa cutie. L'euro marque un point de non-retour, explique un conseiller, il faut aller de l'avant. Schröder songe, sans se l'avouer, au moyen de laisser une trace dans l'Histoire au cours de son second mandat. Seule l'Europe le permettra, lui qui est convaincu que le Vieux Continent doit développer un modèle face à l'Amérique. Il veut rédiger la motion sur l'Europe pour le prochain congrès du parti en 2001.

Son revirement sur l'Histoire est aussi marquant. A ses débuts, Schröder prétend incarner une Allemagne décomplexée sur son passé. Il a d'abord peu de sympathie pour le projet de monument à la mémoire des victimes de la Shoah à Berlin ; il n'ouvre le dossier des travailleurs forcés que pour protéger les entreprises allemandes de poursuites judiciaires. Puis vient la conférence sur la Shoah à Stockholm, en janvier 2000. Le témoignage de survivants lui fait avoir une approche humaine d'un passé qui le prend soudain aux tripes. Surtout, lorsque la délégation allemande entre dans la salle remplie de chefs d'Etat et de gouvernement européens, l'atmosphère se fait lourde. Gerhard Schröder éprouve un profond malaise. « Voilà les coupables », semblait penser toute l'assistance », raconte un membre de la délégation. Le chancelier réalise qu'il a sous-estimé le rôle du passé nazi chez ses partenaires étrangers. Ce jour-là, l'arrivée au pouvoir en Autriche du parti de Jörg Haider est sur toutes les lèvres.

En tant qu'Allemand, le chancelier comprend qu'il doit être, comme la femme de César, au-dessus de tout soupçon sur le passé et l'extrême droite s'il veut pouvoir donner à l'Allemagne moderne la place qui lui revient. Ainsi naîtront les anctions contre l'Autriche. Schröder est isolé sur la scène intérieure. Mais rien n'y fait, pas même les centaines de lettres de protestation qui affluent à la chancellerie : Gerhard Schröder ne faiblit pas. Il en va de la « raison d'Etat ». Un mot naguère inconnu dans le langage politique allemand.

Arnaud Leparmentier